

**Subject: Colloque Locarno**  
**Date: Wed, 14 Oct 1998 13:39:21 +0200**  
**From: Philippe Queau <p.queau@unesco.org>**  
**Organization: UNESCO**  
**To: avart@tinet.ch**

Cher Monsieur Rinaldo Bianda,  
Merci de votre invitation, que j'accepte avec plaisir. Je ne pourrai venir à Locarno que dans l'après-midi du vendredi 20 novembre. Pouvez-vous me réserver un vol en milieu d'après-midi? Je souhaiterais revenir sur Paris dans l'après-midi du dimanche 22. Je joins ici mon résumé, comme demandé ainsi qu'une photo et une bibliographie. Pouvez-vous me confirmer avoir bien reçu tous ces documents. Merci  
Meilleures salutations,  
--

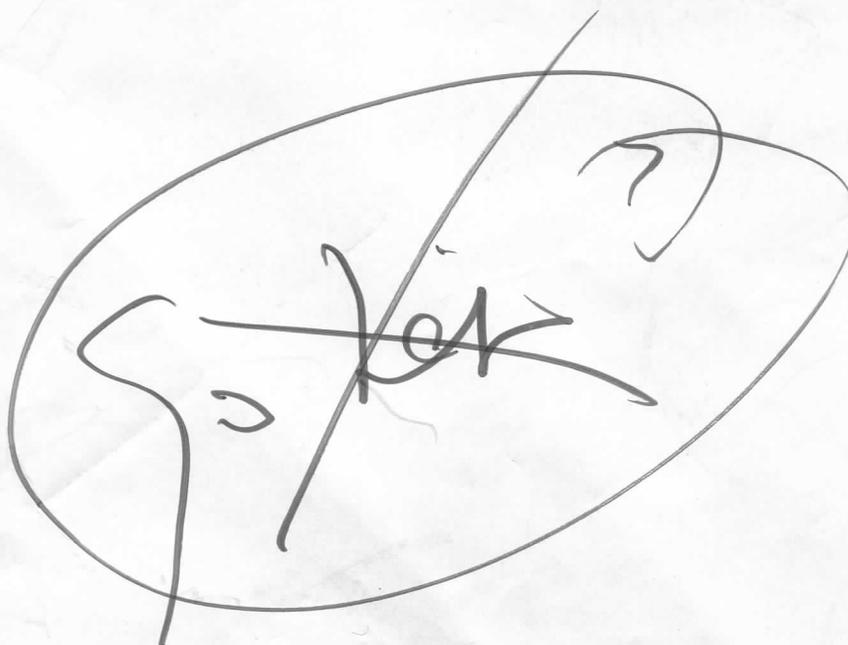
Philippe Queau  
Director of Information and Informatics Division - UNESCO  
tel +33-1-45 68 45 00 fax +33-1-45 68 55 83  
<http://www.unesco.org/webworld>

 Part 1.2

**Name: Colloque Locarno RÈsumÈ QQ Questions d'info-Èthique.doc**  
**Type: application/msword (application/msword)**  
**Encoding: base64**

 Part 1.3

**Name: CV5lignes.doc**  
**Type: application/msword (application/msword)**  
**Encoding: base64**



Colloque Locarno "Les défis d'Internet" 20-21 novembre 1998

Quelques questions d'info-éthique

par Philippe Quéau

Directeur de la Division Information et Informatique

UNESCO

La mondialisation d'une économie de l'immatériel, se jouant des frontières et des cadres juridiques nationaux, fait ressortir l'urgence d'une régulation politique et d'une vision éthique de la "société globale de l'information".

A l'heure du cyberspace mondial, il faut poser à frais nouveaux la question de la nature de l'espace public et de l'intérêt général. Qu'est-ce que le bien commun mondial aujourd'hui? Ce n'est pas une question philosophique abstraite. Il s'agit d'un enjeu très concret, par exemple dans la manière dont devrait évoluer le droit de la propriété intellectuelle pour le profit de l'intérêt général et non pas seulement pour profiter à certains intérêts catégoriels, ou la façon dont on se représente collectivement la dignité de la personne humaine, à l'heure où elle est saisie par le fichage généralisé. Il s'agit aussi d'un enjeu très politique. Comment réduire l'écart entre ceux qui, bien informés et bien branchés, tirent de mieux en mieux parti des techniques de l'information, pour travailler, pour former des groupes de pression, pour prospecter des marchés nouveaux, ou pour spéculer, et ceux qui sont non seulement coupés de l'accès physique aux réseaux, mais surtout de la capacité de comprendre les nouveaux mécanismes de l'économie mondiale et d'agir sur eux? L'accès effectif aux informations va devenir l'enjeu majeur de la cyber-société. Devant la progression de la mondialisation économique, financière, technologique, nous avons besoin d'une citoyenneté et d'une gouvernance mondiales, exigeant l'accès à une information publique de qualité, et des instruments de gouvernement adaptés à l'ère cyber. Le libre accès à l'information du domaine public et à l'information gouvernementale, une réflexion approfondie sur la protection de la vie privée confrontée aux techniques d'exploitation des données personnelles, la promotion des logiciels "libres" et des standards ouverts ("non-propriétaires") pour permettre la liberté d'innovation et de collaboration intellectuelle, le développement de la diversité culturelle et linguistique sur la Toile, font partie des mesures garantissant une société de l'information plus juste, plus démocratique. Plus généralement, ce sont les notions d'espace public et de citoyenneté qui demandent à être approfondies. La société de l'information est devenu le "pays mondial" dont nous sommes tous appelés à devenir les citoyens. Comment favoriser la formation de cette nouvelle citoyenneté? Comment penser la démocratie à l'ère de la mondialisation et du cyberspace?

Les expressions de "village global", de "société mondiale de l'information", ou d' "ère de la convergence" sont trompeuses. La globalisation n'est pas la même pour tous. Il y a les "globaux-riches" et les "globaux-pauvres". Moins d'un Africain sur cinq mille a accès à Internet. Quatre milliards de personnes vivent avec moins de deux dollars par jour. Il y a bien un phénomène de globalisation, mais certains en tirent tout le bénéfice, et les autres en sont de plus en plus durement affectés. Une des raisons à cela est qu'il n'y a pas de pilote global, il n'y pas de volonté politique capable de se faire entendre et respecter au plan transnational. L'exemple des paradis fiscaux, de la circulation sans freins des flux spéculatifs ou de l'incapacité à résoudre les problèmes globaux de l'environnement illustrent ce point.

Cette absence de volonté politique repose elle-même sur une très grande difficulté à caractériser effectivement "l'intérêt général" -- qui reste obscurci par la compétition entre des myriades d'intérêts catégoriels.

Le développement de la Société de l'Information ne fait qu'exacerber cette contradiction, tout en laissant apparaître cependant quelques signes d'espoir. C'est l'enjeu de l' Info-éthique que de poser les bases d'une réflexion sur les principes éthiques fondamentaux devant inspirer une action politique transnationale dans le contexte de l'ère Cyber.

Trois grands problèmes méritent en priorité l'examen:

la question de l'accès à l'information, avec en particulier le problème de l'accès au domaine public de l'information, les questions liées à l'évolution du droit de la propriété intellectuelle, la question du multilinguisme.

la question de la protection de la vie privée

la préparation de nos sociétés au choc de la mondialisation